

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 19

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Mali betreffende samenwerking bij het toegepaste sociaal-economische onderzoek in het kader van het onderzoekprogramma betreffende de produktiesystemen op het platteland;
Bamako, 18 december 1981*

B. TEKST

Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali relative à la coopération en matière de recherche socio-économique appliquée dans le cadre du programme de recherche sur les systèmes de production rurale

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Mali (dénommés ci-après «les Parties Contractantes»),

Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Buts et durée de la coopération

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre du Programme de Recherche sur les Systèmes de Production Rurale au Mali (P.R.S.P.R. dénommé ci-après «le Projet»).

2. Les buts généraux de ce projet sont les suivants:

a. identifier les contraintes des différents types d'exploitation;

b. expérimenter de nouvelles démarches auprès des exploitations notamment sur le plan de l'intégration de l'agriculture et de l'élevage;

c. former des cadres maliens en matière de recherches sur les systèmes de production rurale;

d. poursuivre une méthodologie spécifique notamment en ce qui concerne les études de villages et la formation des paysans.

3. Les activités susmentionnées seront réalisées dans le cadre du Plan d'opération visé à l'Article VIII.

4. La coopération entre les Parties Contractantes est prévue pour une durée de 4 années.

5. Le projet de coopération sera réalisé au Mali-Sud, notamment dans les secteurs de base de Fonsébougou et de Niaradougou.

Article II

Contribution de chaque Partie Contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:

– à fournir le personnel néerlandais nécessaire à l'exécution des tâches prévues dans le Projet;

– à fournir le matériel, y compris les véhicules, nécessaire à l'exécution du Projet et à payer les frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation;

– à fournir des bourses d'études pour des cadres maliens;

– à payer les salaires du personnel d'exécution malien ainsi que les primes de recherche et les indemnités de voyage et de logement pour une durée de deux ans: la contribution pour la deuxième phase du Projet sera fixée sur la base des recommandations de la commission d'évaluation, prévue dans l'article X;

– à fournir les fonds nécessaires pour la construction d'un bureau pour l'ensemble du P.R.S.P.R.

La valeur de la contribution néerlandaise sera de deux (2) millions de florins néerlandais.

2. Le Gouvernement du Mali s'engage:

– à mettre à disposition le personnel malien nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet, notamment le directeur malien du Projet et les chercheurs maliens, et à payer leurs salaires et charges sociales;

– à faciliter l'accès à toute documentation nécessaire pour l'exécution du Projet;

- à faciliter auprès de tous les services intéressés les démarches que pourrait nécessiter le déroulement du Projet;
- à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

Article III

Mesures à prendre par le Gouvernement du Mali en faveur du personnel néerlandais

1. Dans le cadre de ce Projet, le Gouvernement du Mali:

a. exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel mis à disposition par le Gouvernement néerlandais (appelé ci-après «le personnel») de tout impôt et autres charges fiscales;

b. exemptera le personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur d'équipement professionnel, importés au Mali dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés du Mali au moment du départ ou après le départ, dans le délai convenu avec le Gouvernement du Mali;

c. accordera le bénéfice de l'importation temporaire au personnel pour les véhicules automobiles dans les six mois suivant son arrivée au Mali, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente;

d. exemptera le personnel et les membres de leur famille des obligations de service national;

e. accordera au personnel l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par le personnel dans l'exercice de ses fonctions.

Toutefois dans le cadre du présent article, le personnel néerlandais et les membres de leur famille sont tenus de respecter les institutions maliennes et la législation en vigueur.

f. prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit de visas d'entrée et de permis de travail au personnel qui est ou sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter le Projet;

g. accordera au personnel, pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

h. offrira au personnel et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2. En cas d'accident de travail entraînant la mort ou des lésions corporelles d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers, le Gouvernement malien fournira l'assistance administrative et judiciaire requise pour parvenir à une solution heureuse du problème conformément à la législation en vigueur en République du Mali, toutefois en tenant compte de cet Article sub 1e.

Article IV

Equipement néerlandais

1. Le Gouvernement du Mali exemptera de tout droit d'importation et autres charges fiscales l'équipement (y compris les véhicules automobiles) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet.

2. Tous les équipements meubles et immeubles et réalisés par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement malien à la fin du Projet.

Article V

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'Autorité compétente néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

L'Autorité compétente malienne est le Ministre chargé de l'Agriculture.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer, en tout ou en partie, les responsabilités qu'elle détient dans le cadre de ce Projet.

3. L'Autorité compétente néerlandaise désignera la Direction de la Coopération au Développement avec l'Afrique, du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères dénommée ci-après la DAF comme l'autorité exécutive néerlandaise. A son tour la DAF désignera par contrat de délégation l'Institut Royal des Régions Tropicales dénommé ci-après l'IRRT, comme l'Autorité chargée de la réalisation du Projet. L'Autorité compétente malienne désignera l'Institut d'Economie Rurale (IER) comme l'autorité exécutive malienne.

Article VI

Statut des responsables

1. Les autorités néerlandaises désigneront un Chef d'Equipe, qui est

le représentant de l'IRRT au Mali, les autorités maliennes désigneront le Directeur du Projet.

2. Le Directeur du Projet et le Chef d'Equipe sont tous les deux responsables du bon déroulement du Projet: le Directeur du Projet vis-à-vis du Gouvernement malien, le Chef d'Equipe vis-à-vis des autorités néerlandaises.

3. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le Chef d'Equipe assistera le Directeur du Projet, dans les activités journalières y compris la cogestion des contributions des deux parties.

4. En cas de désaccord entre le Directeur du Projet et le Chef d'Equipe dans les modalités de gestion des ressources financières ou l'exécution des activités de recherche, le Directeur Général de l'IER et le Directeur de la DAF se concerteront pour arbitrage.

Article VII

Gestion des fonds

1. En ce qui concerne la contribution néerlandaise, il sera ouvert un compte spécial à la Banque de Développement du Mali qui fonctionnera sous la double signature du Directeur du Projet et du Chef d'Equipe.

2. Le compte rendu de la contribution néerlandaise fera l'objet de rapport trimestriel élaboré par le Directeur du Projet et le Chef d'Equipe et adressé à l'IRRT avec ampliation au Directeur Général de l'IER.

Article VIII

Plan d'Opération

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes établiront un Plan d'opération indiquant la contribution de chaque Partie, les tâches des experts, la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition.

2. Le Plan d'Opération peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

Article IX

Rapports

1. Le Chef d'Equipe et le Directeur malien du Projet soumettront aux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet.

2. A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les parties concernées

un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article X

Evaluation

Deux ans après le début du Projet, les autorités compétentes procéderont à son évaluation, par l'intermédiaire d'une commission nommée à cet effet. La composition et les pouvoirs de cette commission seront déterminés d'un commun accord par les parties contractantes.

Article XI

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XII

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du premier mai 1979.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période initiale de 4 ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période de 1 an, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de la période de 4 ans.

Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûments autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Bamako, le 18 décembre 1981 en deux exemplaires en langue française,

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas,*
(s.) W. J. WITKAM

*Pour le Gouvernement de la
République du Mali,*
(s.) M. DIALLO

C. VERTALING

Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Mali betreffende samenwerking bij het toegepaste sociaal-economische onderzoek in het kader van het onderzoekprogramma betreffende de produktiesystemen op het platteland

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Mali (hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”),

Geleid door de wens de vriendschapsbanden die hun volken verenigen aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Doelstellingen en duur van de samenwerking

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in het kader van het onderzoekprogramma betreffende de produktiesystemen op het platteland in Mali (P.R.S.P.R. hierna te noemen „het Project”).

2. De algemene doelstellingen van het Project zijn:

- a. het opsporen van de knelpunten bij de verschillende soorten bedrijven;
- b. het experimenteren met een nieuwe aanpak bij de bedrijven, met name op het gebied van de integratie van de landbouw en de veeteelt;
- c. het opleiden van Malinese stafleden op het gebied van onderzoek naar de produktiesystemen op het platteland;
- d. het volgen van een specifieke methodiek, met name wat de bestuuring van dorpen en de opleiding van boeren betreft.

3. De hierboven genoemde activiteiten zullen worden uitgevoerd in het kader van het in artikel VIII bedoelde werkplan.

4. De duur van de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen is bepaald op vier jaar.

5. Het samenwerkingsproject zal worden uitgevoerd in Zuid-Mali, met name in de primaire sector van Fonsébougou en van Niaradougou.

Artikel II

Bijdrage van elke Overeenkomstsluitende Partij

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:

- het voor de uitvoering van de taken, bedoeld in het Project, benodigde Nederlandse personeel ter beschikking te stellen;
- het voor de uitvoering van het Project noodzakelijke materiaal, met inbegrip van voertuigen, te verschaffen en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen;
- studiebeurzen te verstrekken aan Malinese stafleden;
- de salarissen van het Malinese uitvoerend personeel te betalen alsmede onderzoeks-, reis- en woonvergoedingen voor de duur van twee jaar; de bijdrage voor de tweede fase van het Project zal worden vastgesteld aan de hand van de aanbevelingen van de evaluatiecommissie, bedoeld in artikel X;
- het benodigde geld te verschaffen voor de bouw van een kantoor voor het gehele Project.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal twee (2) miljoen gulden bedragen.

2. De Regering van Mali verbindt zich ertoe:

- het voor de uitvoering van de werkzaamheden, bedoeld in het Project, benodigde Malinese personeel ter beschikking te stellen, met name de Malinese directeur van het Project en de Malinese onderzoekers, en hun salarissen en sociale lasten te betalen;
- de toegang tot alle voor de uitvoering van het Project noodzakelijke documentatie te vergemakkelijken;
- de toegang tot alle betrokken diensten te vergemakkelijken ter bevordering van een goede voortgang van dit Project;
- in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het Project wordt bevorderd.

Artikel III

Door de Regering van Mali te nemen maatregelen ten behoeve van het Nederlandse personeel

1. In het kader van dit Project zal de Regering van Mali:

- a. alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden betaald aan het door de Nederlandse Regering ter beschikking gestelde

personeel (hierna te noemen „het personeel”) vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;

b. het personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuwe of gebruikte meubelen en persoonlijke bezittingen alsmede op beroepsuitrusting, ingevoerd in Mali binnen zes maanden na aankomst van dat personeel of van de gezinsleden daarvan, op voorwaarde dat deze goederen weder uit Mali worden uitgevoerd bij vertrek of na vertrek binnen een met de Regering van Mali overeengekomen termijn;

c. het personeel het voorrecht toekennen van tijdelijke invoer van motorvoertuigen binnen zes maanden na aankomst in Mali, met dien verstande dat in geval van verkoop van zodanig voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, dit wordt onderworpen aan betaling van invoerrechten, gebaseerd op de geschatte waarde van het voertuig op het tijdstip van de verkoop;

d. het personeel en de gezinsleden daarvan vrijstellen van de nationale dienstplicht;

e. het personeel *immunité* verlenen van rechtsvervolgning betreffende elk gesproken of geschreven woord en elke handeling door het personeel verricht in de uitoefening van zijn functies.

In het kader van dit artikel is het Nederlandse personeel en de gezinsleden daarvan echter verplicht de Malinese instellingen en de van kracht zijnde wetgeving te eerbiedigen;

f. maatregelen nemen met het oog op de kosteloze afgifte van inreisvisa en werkvergunningen aan personeel dat door de Nederlandse Regering in dienst is of kan worden genomen voor de uitvoering van het Project;

g. het personeel, voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen, de meest gunstige wisselfaciliteiten toekennen, met name rekeningen voor niet-ingezetenen;

h. het personeel en hun gezinnen repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis.

2. Bij een arbeidsongeval dat de dood of het lichamelijk letsel van derden of schade aan goederen van derden ten gevolge heeft, verleent de Malinese Regering de administratieve en juridische bijstand nodig voor een bevredigende oplossing van het probleem overeenkomstig de in de Republiek Mali van kracht zijnde wetgeving, zulks evenwel met inachtneming van het bepaalde in het eerste lid, letter e. van dit artikel.

Artikel IV

Nederlandse uitrusting

1. De Regering van Mali stelt de uitrusting (met inbegrip van motor-

voertuigen) en andere goederen die door de Nederlandse Regering in het kader van het Project ter beschikking worden gesteld, vrij van alle invoerrechten en andere fiscale heffingen.

2. Alle roerende en onroerende goederen ter beschikking gesteld c.q. gerealiseerd door de Nederlandse Regering in het kader van het Project zullen aan het einde van het Project worden overgedragen aan de Malinese Regering.

Artikel V

Bevoegde en uitvoerende autoriteiten

1. De Nederlandse bevoegde autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De Malinese bevoegde autoriteit is de Minister van Landbouw.

2. Elke bevoegde autoriteit heeft het recht de verantwoordelijkheid die hij in het kader van dit Project heeft, geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De Nederlandse bevoegde autoriteit wijst de Directie Ontwikkelingssamenwerking Afrika van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken, hierna te noemen „DAF”, aan als Nederlandse uitvoerende autoriteit; op haar beurt wijst DAF door middel van een contract waarbij de verantwoordelijkheden worden overgedragen, het Koninklijk Instituut voor de Tropen aan als autoriteit, belast met de uitvoering van het Project. De Malinese bevoegde autoriteit wijst het Instituut voor Plattelandseconomie aan als Malinese uitvoerende autoriteit.

Artikel VI

Rechtspositie van de verantwoordelijke personen

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die de vertegenwoordiger van het Koninklijk Instituut voor de Tropen in Mali is; de Malinese autoriteiten wijzen de directeur van het Project aan.

2. De directeur en de teamleider zijn beiden verantwoordelijk voor de goede voortgang van het Project; de directeur van het Project is verantwoordelijk jegens de Malinese Regering, de teamleider is verantwoordelijk jegens de Nederlandse autoriteiten.

3. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het Project wordt de directeur van het Project bij de dagelijkse werkzaamheden, met inbegrip van het gezamenlijke beheer van de bijdragen van de beide Partijen, bijgestaan door de teamleider.

4. In geval van een geschil tussen de directeur van het Project en de teamleider over de wijze van beheer van de financiële middelen of de

uitvoering van de onderzoekswerkzaamheden plegen de directeur-generaal van het Instituut voor Plattelandseconomie en de directeur van DAF onderling overleg met het oog op arbitrage.

Artikel VII

Beheer van de middelen

1. Wat de Nederlandse bijdrage betreft, wordt er een bijzondere rekening geopend bij de Ontwikkelingsbank van Mali; voor transacties op deze rekening zijn de handtekening van zowel de directeur van het Project als van de teamleider vereist.

2. De verslaglegging omtrent de Nederlandse bijdrage geschiedt in een driemaandelijks rapport, opgesteld door de directeur van het Project en de teamleider, en gericht aan het Koninklijk Instituut voor de Tropen met afschrift aan de directeur-generaal van het Instituut voor Plattelandseconomie.

Artikel VIII

Werkplan

1. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen een werkplan op, waarin zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, de taken van de deskundigen, de beschrijving van de uitrusting en de materialen die ter beschikking moeten worden gesteld.

2. Het werkplan kan in gemeen overleg tussen de uitvoerende autoriteiten worden gewijzigd.

Artikel IX

Verslaglegging

1. De teamleider en de Malinese directeur van het Project leggen aan de uitvoerende autoriteiten een kwartaalverslag in de Franse taal voor over de voortgang der werkzaamheden in het kader van het Project.

2. Aan het einde van het Project leggen zij aan alle betrokken partijen een eindverslag in de Franse taal voor over alle aspecten van de in het kader van het Project verrichte werkzaamheden.

Artikel X

Evaluatie

Twee jaar na het begin van het Project wordt door de bevoegde

autoriteiten een evaluatie gemaakt; hiermede wordt een daartoe benoemde commissie belast. De samenstelling en de bevoegdheden van deze commissie worden in gemeen overleg door de Overeenkomstsluitende Partijen bepaald.

Artikel XI

Geschillen

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XII

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste procedures is voldaan, en wel met terugwerkende kracht vanaf 1 mei 1979.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een eerste periode van vier jaar en zij wordt stilzwijgend verlengd voor een periode van een jaar, tenzij zij drie maanden voor het einde van de periode van vier jaar wordt opgezegd.

Elke Regering heeft evenwel het recht te allen tijde deze Overeenkomst op te zeggen, met een opzegtermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Bamako, op 18 december 1981 in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden,*
(w.g.) W. J. WITKAM

*Voor de Regering van de
Republiek Mali,*
(w.g.) M. DIALLO

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel XII, eerste lid, in werking treden met terugwerkende kracht vanaf 1 mei 1979, op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste procedures is voldaan.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XII, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de vijftiende februari 1982.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL